



Cette action est financée par l'Union européenne

### ANNEXE

de la décision de la Commission relative à la mesure individuelle en faveur de la République du Congo à financer sur le 11<sup>e</sup> Fonds européen de développement

### Document d'action « Facilité de Coopération Technique (FCT) IV »

<b>1. Intitulé/acte de base/numéro CRIS</b>	Facilité de Coopération Technique (FCT) IV de la République du Congo Numéro CRIS: CG/FED/038-464 financée par le 11 <sup>e</sup> Fond européen de développement (FED)			
<b>2. Zone bénéficiaire de l'action</b>	République du Congo L'action sera menée à l'endroit suivant: République du Congo			
<b>3. Document de programmation</b>	Programme indicatif national (PIN) 2014-2020			
<b>4. Secteur de concentration</b>	Mesure d'appui à la coopération UE – République du Congo			
<b>5. Montants concernés</b>	Coût total estimé: 3 000 000 EUR Montant total de la contribution du FED: 3 000 000 EUR			
<b>6. Modalité d'aide et modalité de mise en œuvre</b>	Modalité de projet Gestion indirecte avec la République du Congo			
<b>7. Code CAD</b>	15110 – secteur Politiques publiques et gestion administrative			
<b>8. Marqueurs (issus du formulaire CRIS CAD)</b>	<b>Objectif stratégique général</b>	<b>Non ciblé</b>	<b>Objectif important</b>	<b>Objectif principal</b>
	Développement de la participation/bonne gouvernance		X	
	Aide à l'environnement	X		
	Égalité entre hommes et femmes (y compris le rôle des femmes dans le développement)	X		
	Développement du	X		

	commerce			
	Santé génésique, de la mère, du nouveau-né et de l'enfant	X		
	<b>Marqueurs de Rio</b>	<b>Non ciblé</b>	<b>Objectif important</b>	<b>Objectif principal</b>
	Diversité biologique	X		
	Lutte contre la désertification	X		
	Atténuation du changement climatique	X		
	Adaptation au changement climatique	X		
<b>9. Programmes phares thématiques «Biens publics mondiaux et défis qui les accompagnent»</b>	N/A			

## RÉSUMÉ

L'objectif de cette Facilité de Coopération Technique (FCT) est de renforcer l'efficacité de l'aide communautaire, et notamment du 11<sup>e</sup> FED, à travers un appui à l'identification, la formulation, la mise en œuvre, le suivi et le monitoring et l'évaluation des projets de coopération Union européenne-République du Congo. Cette facilité contribuera également à la mise œuvre de la stratégie de communication et de visibilité de la dite coopération.

Le recours à la FCT permettra de mobiliser de manière flexible des expertises externes à court terme pour la réalisation d'un certain nombre d'études, pour l'organisation de formations et séminaires/conférences ainsi que d'autres actions visant à la mise en œuvre de la stratégie de communication relative à la coopération Union européenne-République du Congo.

Dans ce cadre, des mesures d'appui spécifique à l'Ordonnateur national (ON) pourront aussi être envisagées.

## 1 CONTEXTE

### 1.1 Contexte national

La République du Congo, pays riche en matières premières (pétrole, bois, secteur minier à fort potentiel) et en ressources naturelles (bassin forestier du Congo), est classée comme pays à revenus intermédiaires inférieure et son ambition est de devenir une économie émergente à l'horizon 2025. Le taux de croissance estimé en 2014 a été de 5%, grâce notamment à la production de pétrole (4<sup>ème</sup> producteur en Afrique subsaharienne).

L'économie nationale dépend principalement du secteur pétrolier qui représente 70% du produit intérieur brut (PIB) et 90% des exportations. Le secteur forestier est le deuxième secteur d'activité et représente 4% du PIB. Cette dépendance rend le pays particulièrement

vulnérable. La chute des prix du pétrole et la baisse de la production pétrolière en 2015 (aussi à cause du vieillissement des puits pétroliers) vont entraîner un affaiblissement de la croissance économique, estimée à 3%, ainsi qu'une diminution des revenus de l'Etat et une baisse des dépenses sociales. Le budget de l'Etat pour 2015, adopté à la fin de décembre 2014 après une forte révision à la baisse, n'affiche pas un excédent pour la première fois depuis plus de 10 ans.

La chute des prix du pétrole s'ajoute à une croissance déjà très peu inclusive. Bien qu'elle ait baissé de 50,7 % en 2005 à 46,5 % en 2011, le taux de pauvreté reste important pour un pays à revenu intermédiaire, atteignant presque 70% dans certaines zones rurales. L'accès aux services sociaux de base est encore fortement inégal et le taux de chômage, notamment celui des jeunes de 15 à 29 ans, est estimé à 25 %.

Un des défis majeurs de la République du Congo est donc de poursuivre les réformes pour diversifier l'économie, élargir le secteur formel, créer des emplois durables et assurer que les fruits de la croissance bénéficient aussi aux populations les plus défavorisées.

### ***1.1.1 Évaluation de la politique publique et cadre stratégique de l'UE***

La République du Congo s'est dotée d'un Plan de Développement national 2012-2016 (PND) qui vise, entre autres, à diversifier l'économie pour accélérer la croissance et à renforcer le secteur privé et la compétitivité afin de réduire le chômage, les inégalités et la pauvreté. Ce Plan est constitué d'un ensemble de quatre « Livres » et s'articule autour de cinq piliers: (i) la gouvernance, (ii) la croissance et la diversification, (iii) le développement des infrastructures, (iv) le développement social et l'inclusion, (v) le développement équilibré et durable. Dans ce cadre, il était envisagé une croissance économique forte et soutenue, autour de 8,5% sur la période 2012-2016, avec une forte performance du secteur hors pétrole dont la croissance atteindrait 10% en moyenne, sous l'effet conjugué des réformes sectorielles.

Le premier rapport de suivi du Plan de développement national (PND) a été publié en 2014 portant sur la période 2012-2013. Il indique qu'entre 2012 et 2013 il y a eu un doublement des écarts cumulés par axe du PND entre ce qui était prévu dans le PND et ce qui était inscrit dans la loi de finance, et un triplement des écarts cumulés par axe du PND entre ce qui était prévu dans le PND et ce qui a été exécuté.

Au regard des performances budgétaires, le rapport recommande pour les prochains exercices budgétaires de mettre davantage l'accent sur l'exécution des dépenses et le renforcement des allocations budgétaires de certains secteurs tels que l'éducation, la protection sociale, l'agriculture et élevage, le commerce, le développement des petites et moyennes entreprises (PME), la promotion de la femme, les télécommunications et les infrastructures énergétiques et hydrauliques.

Dans le cadre de la diversification économique, un plan de réformes pour l'amélioration du climat des affaires et du commerce a été adopté par le gouvernement en 2014 dans des domaines tels que la fiscalité et parafiscalité, l'accès au foncier, le commerce transfrontalier, l'accès au crédit, le renforcement du cadre juridique, etc. Ceci répond aussi à la volonté du gouvernement d'améliorer le classement de la République du Congo dans le rapport de la Banque Mondiale (la République du Congo occupe la 178ème place sur 189 pays). L'UE appuiera le gouvernement congolais dans la mise en œuvre de certaines de ces réformes dans le cadre de son projet 11<sup>e</sup> FED de gouvernance économique et commerciale.

En ce qui concerne les finances publiques, malgré certaines avancées des dernières années comme l'amélioration de la planification et budgétisation basée sur les politiques publiques et la production des lois de règlements, la République du Congo doit encore faire face à des

défis majeurs. La récente évaluation du système de gestion des finances publiques (*Public Expenditure and Financial Accountability* - PEFA, financée par l'UE), a mis en évidence une désorganisation du système qui ne permet pas d'assurer une traçabilité et une transparence dans la gestion des ressources publiques, et ne permet pas aux différents acteurs du contrôle interne et externe de jouer pleinement leur rôle. Sur les 31 indicateurs de la méthodologie PEFA (classés de A, la meilleure note, à D) une majorité de D (8) et D+ (11) ont été attribués, contre respectivement 8 et 9 lors de la dernière évaluation en 2006.

### **1.1.2 Analyse des parties prenantes**

Les parties intéressées et les groupes cibles sont tous les acteurs concernés par la mise en œuvre des programmes du FED en République du Congo. Il s'agit notamment de l'Ordonnateur National et des ministères sectoriels concernés par les études relatives aux projets prévus dans le 11<sup>e</sup> FED, mais également les membres de la société civile qui devront être consultés à l'occasion de la préparation des différentes études et activités prévues. Les organisations de la société Civile (OSC) sont également susceptibles, au même titre que les pouvoirs publics congolais, de bénéficier des activités de mise à niveau des capacités prévues dans la Facilité de Coopération Technique c'est à dire formations, conférences, assistance technique, etc. Le maître d'ouvrage ainsi que le maître d'œuvre est l'Ordonnateur National, notamment la direction des Projets avec l'Union européenne (DPUE) au sein du ministère du Plan.

Le bénéficiaire final du projet sera la population de la République du Congo qui bénéficiera, grâce à ce programme, d'interventions communautaires plus pertinentes et efficaces.

### **1.1.3 Domaines d'appui prioritaires/analyse des problèmes**

La Facilité de Coopération Technique (FCT) est un instrument transversal qui contribue à l'amélioration de l'efficacité de l'aide. Elle s'inscrit dans la mise en œuvre de la Déclaration de Paris/Busan en République du Congo. La République du Congo a signé la déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide en 2009 et à ce titre soutient ce type de programme.

La mise en œuvre de la coopération UE - République du Congo fait face à des contraintes qui limitent son efficacité, notamment au niveau de la mobilisation des ressources nationales et de l'absorption de l'aide. Ceci est dû, entre autre, à une administration aux capacités humaines et institutionnelles limitées et à une certaine difficulté de coordination de l'aide.

Cet instrument flexible permet de faire face à certaines de ces contraintes afin d'améliorer l'efficacité de la coopération UE - République du Congo. La FCT est utilisée pour financer des actions d'accompagnement dans les secteurs de concentration (gouvernance économique et commerciale et développement local), ainsi que des activités transversales telles que la communication et le renforcement de la visibilité de la coopération UE - République du Congo. Dans ce cadre, des mesures d'appui spécifique à l'Ordonnateur National pourront aussi être envisagées.

Le recours à cette FCT permettra de mobiliser de manière flexible des expertises externes à court terme pour la réalisation d'un certain nombre d'études, propositions spécifiques de projets et évaluations. La FCT contribuera notamment à l'identification, l'instruction, l'évaluation, le suivi et l'audit des projets dans le cadre de la coopération de l'Union européenne avec la République du Congo, avec une attention particulière à l'identification et à la formulation des projets du 11<sup>e</sup> FED.

En outre, la FCT pourra être utilisée pour soutenir l'organisation de conférences et séminaires avec les parties concernées, y compris des fonctionnaires et des acteurs non étatiques du pays ou de la région.

## 1.2 Autres domaines d'évaluation

S.O.

## 2 RISQUES ET HYPOTHÈSES

Les risques et hypothèses susceptibles d'affecter ce projet correspondent à ceux qui affectent les projets qui vont solliciter cette Facilité de Coopération Technique (FCT).

Risques	Niveau de risque (E/M/F)	Mesures d'atténuation
Détérioration ultérieure des capacités de planification et de gestion de l'Ordonnateur national (ON)	M	Plaidoyer auprès du ministre des finances et du ministre du plan afin que les ressources humaines et financières nécessaires soient mises à disposition
Disponibilité des firmes et experts pour des missions d'assistance technique en République du Congo	M	Termes de référence et provisions contractuelles adaptées aux conditions du pays
Non mise à disposition des fonds de contrepartie nationale sur les projets du 11 <sup>e</sup> FED	M	Limiter les fonds de contrepartie dans le montage des projets FED
Manque de coordination entre l'ON et les ministères sectoriels dans les domaines d'intervention de la coopération européenne	F	Sensibilisation des ministères concernés, réunions conjointes Délégation l'Union européenne – ON - ministères sectoriels
<b>Hypothèses</b>		
Les hypothèses retenues sont: i) la stabilité politique du pays et la poursuite du dialogue politique entre la Commission européenne et la République du Congo ii) le maintien de la volonté gouvernementale de poursuivre les réformes dans le cadre de sa stratégie de développement, iii) l'engagement des services de l'ON dans la mise en œuvre de la coopération avec l'UE et le maintien de bonnes relations de travail entre la Délégation de l'Union européenne et l'Ordonnateur national.		

## 3 ENSEIGNEMENTS TIRÉS, COMPLÉMENTARITÉ ET QUESTIONS TRANSVERSALES

### 3.1 Enseignements tirés

La Facilité de Coopération Technique (FCT) III était structurée autour de deux axes: (i) la Facilité d'Assistance Technique et (ii) les conférences, séminaires et activités de soutien à la communication. Elle a permis d'appuyer l'identification, la mise en œuvre et l'évaluation d'un certain nombre de projets de coopération financés sous le 9<sup>e</sup> et le 10<sup>e</sup> FED, ainsi qu'à travers la ligne budgétaire Acteurs non étatiques (ANE) et autorités locales. La composante "conférences et séminaires" a été moins sollicitée.

En ce qui concerne l'appui aux activités de communication et visibilité, des fonds ont été mobilisés à travers la FCT III pour le recrutement d'une agence de communication, et pour le développement d'outils de communication interactifs en appui au renforcement de la visibilité de l'action de l'UE en République du Congo.

De l'expérience de la mise en œuvre de la FCT III, il ressort un principal enseignement qui est l'intérêt de cet instrument pour la réalisation d'actions en appui à la mise en œuvre du FED grâce à la souplesse de mobilisation de ressources financières dans des domaines très variés. Dans ce sens, la FCT III a été un complément fondamental aux ressources prévues sur les différents projets concernés.

### **3.2 Complémentarité, synergies et coordination des bailleurs**

La Facilité de Coopération Technique (FCT)IV permettra avant tout le financement d'études de faisabilité, identification et appui à la formulation des actions du 11<sup>e</sup> FED, et éventuellement des lignes budgétaires utilisées en République du Congo.

Cet instrument permettra aussi de financer des études pendant la mise en œuvre ainsi que des audits et des évaluations d'autres projets chaque fois qu'ils ne peuvent pas être financés dans le cadre du projet lui-même, ou s'il est plus rapide ou efficace de combiner un certain nombre d'études concernant des interventions connexes.

Un nombre relativement restreint de bailleurs sont engagés en République du Congo, les principaux étant, à côté de l'UE, la Banque mondiale, la Banque africaine de Développement, le système des Nations unies et la France. Le montant global des programmes de coopération, tous bailleurs confondus, ne dépasse pas les 3% du budget national.

Le cadre formel de concertation/coordination multi-bailleurs, qui n'a pas fonctionné pendant les dernières années, a été relancé récemment à travers la constitution d'un groupe de coordination général (sous l'égide du coordonnateur résident des Nations unies) et cinq groupes sectoriels dans les domaines de l'économie, les secteurs sociaux, l'environnement, les infrastructures et la gouvernance démocratique. L'UE participe activement à ces groupes.

La coordination avec les Etats membres de l'UE est relativement aisée car seulement la France, l'Italie et l'Allemagne sont représentés en République du Congo. Des réunions de coopération sont organisées 2 ou 3 fois par an, le plus souvent à l'initiative de la Délégation de l'Union européenne. Parmi ces Etats membres, seule la France a une coopération bilatérale réellement active: un dialogue continu est maintenu aussi avec l'Agence française de Développement (AFD), notamment sur les questions forestières et dans le domaine de la santé.

L'action du gouvernement dans cette coordination est particulièrement faible, malgré la création récente de la Direction Générale du Partenariat au Développement (au sein du ministère du Plan) qui est censée coordonner l'action des bailleurs. Le manque de coordination entre ministères des finances et du plan d'un côté et ministères sectoriels de l'autre constitue une difficulté supplémentaire.

### **3.3 Questions transversales**

La Facilité de Coopération Technique (FCT) contribuera à la prise en compte des questions transversales (genre, environnement, etc.) pendant les phases de formulation, mise en œuvre et évaluation des projets de coopération. Des études, formations, séminaires et activités de communication sur des questions spécifiques telles que l'égalité de genre, l'environnement, la bonne gouvernance ou le respect des droits de l'homme pourront être financés grâce à cette facilité.

## **4 DESCRIPTION DE L’ACTION**

### **4.1 Objectifs/résultats**

L'objectif général est de renforcer l'efficacité de l'aide communautaire dans le cadre de son appui à la mise en œuvre de la stratégie de développement de la République du Congo.

Les objectifs spécifiques sont de:

1. Faciliter la mise en œuvre du 11<sup>e</sup> FED à travers un appui à l'identification, la formulation, la mise en œuvre et l'évaluation des projets de coopération Union européenne - République du Congo;
2. Contribuer à la mise œuvre de la stratégie de communication de la coopération Union européenne - République du Congo.
3. Acquérir une meilleure appréhension des enjeux de la coopération entre l'UE et la République du Congo ainsi que l'Afrique centrale.

Les résultats escomptés sont les suivants:

- I. L'identification et la formulation des projets de coopération Union européenne - République du Congo est facilitée;
- II. Une exécution conforme et efficace des projets de coopération Union européenne - République du Congo est soutenue;
- III. La cohérence des projets d'aide communautaire avec les politiques nationales et sectorielles est renforcée;
- IV. Les acteurs clés de la coopération Union européenne - République du Congo ont une meilleure connaissance des enjeux, résultats et priorités de la coopération.

### **4.2 Principales activités**

Les activités principales suivantes sont prévues dans le cadre de cette Facilité de Coopération Technique (FCT) IV:

- Contractualisation d'assistance technique à court et moyen terme.
- Réalisation d'études d'identification/formulation des futures interventions (Programme indicatif national (PIN), Programme indicatif régional (PIR)).
- Réalisation d'études d'appui à la mise en œuvre (suivi/monitoring), évaluations et audits.
- Réalisation d'études et/ou séminaires et/ou conférences sur le contexte national ou sous régional (économique, social, environnemental).
- Organisation de formations, séminaires et autres activités de sensibilisation.
- Actions de formation et soutien spécifique pour les services de l'Ordonnateur national (ON).
- Actions visant à la mise en œuvre de la stratégie de communication de la coopération Union européenne - République du Congo.

### **4.3 Logique d'intervention**

La Facilité de Coopération Technique (FCT) permet de couvrir les besoins d'expertise, comme par exemple l'appui pour l'identification et la formulation des projets. Elle permet également de financer rapidement et de façon flexible des actions de coopération technique limitées en envergure et dans le temps. Elle n'a pas vocation à se substituer aux autres projets de l'UE pour l'organisation du suivi/évaluation ou de la comptabilité/audit mais peut les

financer quand, ponctuellement, c'est avantageux et plus efficace. De même, dans sa composante séminaires et formation interviendra en complément du renforcement des capacités sous les interventions sectorielles dans le cadre de la mise en œuvre du 11<sup>e</sup> FED.

## **5 MISE EN ŒUVRE**

### **5.1 Convention de financement**

Pour mettre en œuvre la présente action, il est envisagé de conclure une convention de financement avec la République du Congo, telle que prévu à l'article 17 de l'annexe IV de l'accord de partenariat ACP-UE.

### **5.2 Période indicative de mise en œuvre**

La période indicative de mise en œuvre opérationnelle de la présente action, au cours de laquelle les activités décrites à la section 4.2 seront menées et les contrats et accords correspondants seront mis en œuvre, est de **36 mois** à compter de la date d'entrée en vigueur de la convention de financement.

La prolongation de la période de mise en œuvre peut être approuvée par l'ordonnateur compétent de la Commission, qui modifiera la présente décision et les contrats et accords concernés. Les modifications apportées à la présente décision constituent des modifications non substantielles au sens de l'article 9, paragraphe 4 du règlement (UE) 2015/322.

### **5.3 Mise en œuvre de la composante relative à l'appui budgétaire**

S.O.

### **5.4 Modalités de mise en œuvre**

#### **5.4.1 Gestion indirecte avec le pays partenaire**

La présente action ayant pour objectif d'appuyer la République du Congo dans la mise en œuvre de sa stratégie de développement peut être mise en œuvre en gestion indirecte avec la République du Congo conformément à l'article 58, paragraphe 1, point c), du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 applicable en vertu de l'article 17 du règlement (UE) 2015/323 selon les modalités suivantes.

Le pays partenaire agit en tant que pouvoir adjudicateur dans le cadre des procédures de passation de marchés et d'octroi de subventions. La Commission procède à un contrôle ex ante de toutes les procédures de passation de marchés et d'octroi de subventions.

Les paiements sont exécutés par la Commission.

Conformément à l'article 190, paragraphe 2, point b), du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 et l'article 262, paragraphe 3, du règlement délégué (UE) n° 1268/2012 applicable en vertu de l'article 36 du règlement (UE) 2015/323 et l'article 19 c, paragraphe 1, de l'annexe IV de l'accord de partenariat ACP-UE, le pays partenaire applique les règles de passation de marchés établies à la deuxième partie, titre IV, chapitre 3, du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012. Ces règles, ainsi que les règles applicables aux procédures d'octroi de subventions conformément à l'article 193 du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 applicable en vertu de l'article 17 du règlement (UE) 2015/323, seront fixées dans la convention de financement conclue avec le pays partenaire.



Champ d'application de l'éligibilité géographique pour les marchés et les subventions

L'éligibilité géographique au regard du lieu d'établissement pour la participation aux procédures de passation de marchés et d'octroi de subventions et au regard de l'origine des fournitures achetées, telle qu'elle est établie dans l'acte de base et énoncée dans les documents contractuels pertinents, est applicable.

L'ordonnateur compétent de la Commission peut étendre l'éligibilité géographique conformément à l'article 22, paragraphe 1, point b), de l'annexe IV de l'accord de partenariat ACP-UE en cas d'urgence ou d'indisponibilité de produits et services sur les marchés des pays concernés, ou dans d'autres cas dûment justifiés si l'application des règles d'éligibilité risque de rendre la réalisation de la présente action impossible ou excessivement difficile.

## **5.5 Budget indicatif**

<b>Module</b>	<b>Montant en EUR</b>
5.4.1 – Gestion indirecte avec la République du Congo: Facilité de Coopération Technique	2 600 000
5.9 – Évaluation, 5.10 – audit	100 000
5.11 - Communication et visibilité	200 000
Provisions pour imprévus	100 000
<b>Total</b>	<b>3 000 000</b>

## **5.6 Structure organisationnelle et responsabilités**

Le maître d'ouvrage ainsi que le maître d'œuvre est l'Ordonnateur national, notamment la Direction des Projets avec l'Union européenne (DPUE) au sein du ministère du plan.

Les services du ministère du plan assureront la supervision globale du projet au travers de réunions semestrielles et ad hoc le cas échéant. Ils prépareront des rapports annuels destinés à la Délégation de l'UE présentant les réalisations et écarts par rapport aux prévisions de mise en œuvre du projet.

## **5.7 Suivi des résultats et rapports**

*J'ai copié ci-dessous la partie à mettre par défaut du modèle du document d'action.*

Le suivi technique et financier courant de la mise en œuvre de la présente action est un processus continu et fait partie intégrante des responsabilités du partenaire de mise en œuvre. À cette fin, le partenaire de mise en œuvre doit établir un système de suivi interne, technique et financier permanent pour l'action et élaborer régulièrement des rapports d'avancement (au moins une fois par an) et des rapports finaux. Chaque rapport rendra compte avec précision de la mise en œuvre de l'action, des difficultés rencontrées, des changements mis en place, ainsi que des résultats obtenus (réalisations et effets directs), mesurés par rapport aux indicateurs correspondants, en utilisant comme référence la matrice du cadre logique (pour la modalité de projet) ou la liste d'indicateurs de résultat (pour l'appui budgétaire). Le rapport sera présenté de manière à permettre le suivi des moyens envisagés et employés et des

modalités budgétaires de l'action. Le rapport final, narratif et financier, couvrira toute la période de mise en œuvre de l'action.

La Commission peut effectuer d'autres visites de suivi du projet, par l'intermédiaire de son propre personnel et de consultants indépendants directement recrutés par la Commission pour réaliser des contrôles de suivi indépendants (ou recrutés par l'agent compétent engagé par la Commission pour mettre en œuvre ces contrôles).

## **5.8 Évaluation**

Eu égard à la nature de l'action, il sera procédé à une évaluation finale de la présente action par l'intermédiaire de consultants indépendants commandés par la Commission.

Elle sera réalisée à des fins de responsabilisation et d'apprentissage à divers niveaux (y compris la révision des politiques), en tenant compte en particulier du fait que qu'une partie des missions d'appui et les études programmées s'inscrivent dans les actions d'accompagnement des secteurs de concentration du 11<sup>e</sup> FED. En outre une évaluation indirecte et transversale des choix des secteurs de concentration sera faite.

La Commission informera le partenaire de mise en œuvre au moins 1 mois avant les dates envisagées pour les missions d'évaluation. Le partenaire de mise en œuvre collaborera de manière efficace et effective avec les experts en charge de l'évaluation, notamment en leur fournissant l'ensemble des informations et documents nécessaires et en leur assurant l'accès aux locaux et activités du projet.

Les rapports d'évaluation seront communiqués au pays partenaire et aux autres parties prenantes clés. Le partenaire de mise en œuvre et la Commission analyseront les conclusions et les recommandations des évaluations et décideront d'un commun accord, le cas échéant en accord avec le pays partenaire, des actions de suivi à mener et de toute adaptation nécessaire et notamment, s'il y a lieu, de la réorientation du projet. À titre indicatif, il sera conclu un marché de services d'évaluation au titre d'un contrat-cadre en fin de parcours soit en Décembre 2018.

## **5.9 Audit**

Sans préjudice des obligations applicables aux marchés conclus pour la mise en œuvre de la présente action, la Commission peut, sur la base d'une évaluation des risques, commander des audits indépendants ou des missions de vérification des dépenses pour un ou plusieurs contrats ou conventions.

À titre indicatif, il sera conclu un marché de services d'audit au titre d'un contrat-cadre à la fin de la période de mise en œuvre.

## **5.10 Communication et visibilité**

La communication et la visibilité de l'UE constituent des obligations légales pour toutes les actions extérieures financées par l'UE.

Pour la présente action, il y a lieu de prévoir des mesures de communication et de visibilité qui seront établies au début de la mise en œuvre, financées sur le budget indiqué à la section 5.6 ci-dessus.

En ce qui concerne les obligations légales en matière de communication et de visibilité, les mesures seront mises en œuvre par la Commission, le pays partenaire, les contractants, les bénéficiaires de subvention et/ou les entités en charge. Des obligations contractuelles

adaptées seront respectivement prévues dans la convention de financement, les marchés, les contrats de subvention et les conventions de délégation.

Les actions de communication et de visibilité ainsi que les obligations contractuelles adaptées seront établis sur la base du manuel de communication et de visibilité pour les actions extérieures de l'Union européenne.

## **6 CONDITIONS PRÉALABLES**

S.O.